ROGERS Rebecca. *Les bourgeoises au pensionnat. L'éducation féminine au XIX^e siècle*

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2007. – 390 p.

Nicole Mosconi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/1043>

DOI : 10.4000/rfp.1043

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 136-137

ISBN : 978-2-7342-1123-5

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Nicole Mosconi, « ROGERS Rebecca. *Les bourgeoises au pensionnat. L'éducation féminine au XIX^e siècle* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 163 | avril-juin 2008, mis en ligne le 01 juin 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/1043> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.1043>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© tous droits réservés

ROGERS Rebecca. *Les bourgeoises au pensionnat. L'éducation féminine au XIX^e siècle*

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2007. – 390 p.

Nicole Mosconi

RÉFÉRENCE

ROGERS Rebecca. *Les bourgeoises au pensionnat. L'éducation féminine au XIX^e siècle*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2007. – 390 p.

- 1 Dans la tradition des travaux de Françoise Mayeur sur l'éducation des filles au XIX^e siècle en France et dans la suite de sa propre thèse sur l'institution de la Légion d'honneur fondée par Napoléon I, l'historienne franco-américaine Rebecca Rogers fait l'histoire de l'éducation des filles de la bourgeoisie en France au XIX^e siècle. Elle ne manque pas en effet de souligner d'emblée qu'au XIX^e siècle, l'éducation des filles – comme celle des garçons d'ailleurs – « reste strictement ségrégée par classes » et que les « pensionnats » dont traite le livre ne concerne qu'« un très faible pourcentage de la population » (p. 23). R. Rogers présente ainsi le but de son livre : « expliquer ce qui a permis à l'idéologie domestique de triompher au sein de la bourgeoisie, en soulignant la manière dont l'éducation a contribué à ce triomphe tout en en sapant l'assise ». En effet on assiste, affirme-t-elle, avec la multiplication des pensionnats, au développement d'un sentiment d'identité professionnelle chez les directrices et les enseignantes de pension qui influe sur la formation identitaire des jeunes bourgeoises qui leur sont confiées de sorte qu'elles sont poussées à jouer un rôle plus actif dans la société.
- 2 Traitant la période 1800-1880, R. Rogers présente un plan, correspondant à la périodisation qu'elle a choisie, en trois parties.

- 3 La première période, celle de la Restauration, de 1800 à 1830, est considérée habituellement comme une période de réaction. Après la période d'effervescence révolutionnaire où des femmes ont participé à la vie publique puis ont été renvoyées à la maison, les femmes sont strictement confinées à la vie domestique du foyer. Cependant R. Rogers montre, à travers les débats sur l'éducation des filles (chapitre I) et les institutions qui commencent à se mettre en place en cette période (chapitre II), la complexité du message transmis aux filles bourgeoises, qui doivent à la fois se préparer à une vie domestique et/ou mondaine mais aussi être capables de se servir de leur éducation pour faire face aux éventuels revers de fortune, dont la Révolution a laissé un souvenir aigu.
- 4 La seconde partie couvre la période 1830-1870. C'est à ce moment que se déploie, en réponse aux discours féministes des intellectuelles et des courants socialistes, le discours idéologique dominant valorisant la maternité et répétant à l'envi, comme Lamartine, que les femmes sont « destinées à la famille ». Mais paradoxalement, c'est aussi dans cette période que l'on constate, dans les villes, une forte augmentation des institutions tant laïques que religieuses qui contribuent à développer une éducation des filles où l'instruction tient une certaine place (chapitre III). Une étude des femmes qui y enseignent permet, selon R. Rogers, de mettre en évidence le développement d'une nouvelle identité professionnelle de ces maîtresses de pension qui pourrait transcender la distinction entre les laïques et les religieuses (Chapitre IV et V). Le chapitre VI, par l'étude des nombreuses sources sur les pensionnats, permet de fournir une « cartographie » de l'offre de scolarisation pour les filles bourgeoises sur l'ensemble du territoire français.
- 5 La dernière partie, portant sur la période 1865-1880, montre, dans le chapitre VI, comment l'éducation des filles devient une thématique importante du débat politique dans le contexte idéologique de la lutte entre église catholique et parti républicain. La question qui se pose est de savoir qui, de l'église catholique ou de l'État, aura le contrôle sur les femmes au travers de leur éducation. La création des lycées de jeunes filles en 1880 a pour but explicite de soustraire les femmes des classes bourgeoises à l'influence de l'église, pour qu'elles deviennent de bonnes éducatrices républicaines surtout pour leurs fils. Mais la Troisième république conserve la même idéologie conservatrice du rôle uniquement domestique des femmes. R. Rogers note qu'elle le fait en décalage avec les courants féministes de l'époque qui revendiquent déjà un accès des femmes au baccalauréat, à l'université et à un avenir professionnel. Le dernier chapitre examine, d'une manière très originale, le rôle des religieuses enseignantes françaises aux États-Unis et dans les colonies, comme parties prenantes de l'idéologie de la « mission civilisatrice française » à travers leurs institutions éducatives.
- 6 Comme le dit M. Perrot, dans sa préface, ce livre, a été traduit de l'américain en français « pour notre plus grand plaisir ».
- 7 L'intérêt du livre est d'examiner à la fois les discours et les représentations, mais aussi les institutions et les témoignages sur les pratiques d'enseignement au sein des pensionnats, montrant une progressive professionnalisation des femmes enseignantes. Le livre montre la diversité de l'offre d'établissements scolaires pour filles de la bourgeoisie au XIX^e siècle, tant religieux que laïques, au point qu'on peut se demander si ce n'est pas la multiplication de cette offre devenue concurrentielle qui a suscité une demande d'éducation plus favorable à un certain développement intellectuel des filles.

- 8 Le livre est aussi marqué par la « double culture » américaine et française de l'auteure : R. Rogers s'en explique dans son avant-propos. Sa culture américaine et son appartenance, comme d'autres historiennes qu'elle cite dans le livre, à ce courant historique qui étudie l'histoire contemporaine française du point de vue du genre lui permet d'apporter une vision originale sur l'éducation des filles françaises au xix^e siècle. Elle dégage ainsi des spécificités qui seraient sans doute moins évidentes pour une historienne française (voir sa conclusion). Elle entend s'inscrire en faux contre l'idée que le xix^e siècle a strictement limité l'instruction dans l'éducation des filles bourgeoises et cherche à montrer qu'au cours du siècle se sont fondés puis développés des pensionnats qui avaient suffisamment d'ambitions éducatives pour que l'on puisse légitimement parler d'un enseignement secondaire, contrairement à la décision du Second Empire de rattacher l'ensemble des institutions féminines à l'enseignement primaire. La thèse souvent soutenue que les Républicains de la Troisième république auraient été les premiers à créer cet enseignement de niveau secondaire pour les jeunes filles, serait une croyance que leur propagande aurait accréditée à leur profit, mais qui ne tient pas à l'examen des faits. C'est cette éducation qui, selon elle, aurait permis aux bourgeoises françaises d'acquérir une « influence exceptionnelle dans la sphère privée » (p. 23) et, finalement aussi, de l'étendre à la sphère publique. Peut-on vraiment dire que la loi Camille Sée n'a rien apporté de nouveau en termes de finalités et de contenus dans l'enseignement secondaire des filles, sinon son caractère étatique ? Sans doute ce point de vue est-il lié au regard plus distancié et moins empreint d'enjeux idéologiques que sa culture américaine lui permet de porter sur l'enseignement français.
- 9 Pour autant, on peut se demander si, d'un côté, R. Rogers ne surestime pas le caractère émancipateur de l'éducation des institutions du xix^e siècle, y compris républicaines, pour les filles françaises. C'est elle-même qui rappelle qu'elles n'ont jamais eu pour objectif autre chose que « la famille et la vie domestique » (p. 337). Et, d'un autre côté, ne sous-estime-t-elle pas l'importance des enjeux politiques dans la deuxième moitié du siècle – dont on peut constater qu'ils ne sont pas encore vraiment dépassés de nos jours avec la question de la laïcité qui ressurgit périodiquement – entre le catholicisme (monarchiste à l'époque, en particulier dans les institutions religieuses) et le républicanisme souvent anticlérical ? Les polémiques de Monseigneur Dupanloup contre les cours secondaires du Ministre Victor Duruy et les polémiques violentes contre la loi Camille Sée montrent bien l'opposition dans les conceptions de l'éducation des filles qui porte, certes, avant tout sur la question de savoir qui doit contrôler cette éducation, mais qui porte aussi sur les contenus à enseigner (culture religieuse/culture laïque) et sur les « qualités » à développer chez les « jeunes filles » (obéissance/raison et esprit critique).
- 10 Mais c'est bien une vertu pour un livre d'apporter un point de vue nouveau et par conséquent de susciter des questionnements. Il reste que R. Rogers a produit un livre qui apporte une foison de connaissances nouvelles, grâce à la richesse des archives consultées : archives des municipalités concernant les pensionnats laïques ou archives de certaines congrégations religieuses, mais aussi journaux intimes, correspondances et autobiographies. Le livre comprend une bibliographie très riche, des index précieux, des annexes, qui en font un instrument de travail irremplaçable pour les futur(e)s chercheur(euse)s de ce champ. C'est un livre extrêmement riche, informatif et original,

et tout en nuances, à recommander fortement à toute personne qui s'intéresse à l'histoire de l'éducation des filles.

AUTEURS

NICOLE MOSCONI

Université-Nanterre-Paris 10